



## Rapport de résultats 2022

Paas-panga (formation, études, expertise),

Burkina Faso



## Table des matières

<b>1</b>	<b>ACRONYMES .....</b>	<b>5</b>
<b>2</b>	<b>APERÇU DE L'INTERVENTION .....</b>	<b>7</b>
2.1	FICHE D'INTERVENTION .....	7
2.2	AUTO-EVALUATION DE LA PERFORMANCE .....	8
1.1.1	<i>Pertinence</i> .....	8
1.1.2	<i>Efficacité</i> .....	9
1.1.3	<i>Efficience</i> .....	9
1.1.4	<i>Durabilité potentielle</i> .....	10
1.1.5	<i>Conclusions</i> .....	11
<b>3</b>	<b>SUIVI DES RESULTATS .....</b>	<b>13</b>
3.1	EVOLUTION DU CONTEXTE .....	13
3.1.1	<i>Contexte général</i> .....	13
3.1.2	<i>Contexte de gestion</i> .....	20
3.2	PERFORMANCE DE L'OUTCOME .....	22
3.2.1	<i>Progrès des indicateurs</i> .....	22
3.2.2	<i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	22
3.3	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1 .....	23
3.3.1	<i>Progrès des indicateurs</i> .....	23
3.3.2	<i>État d'avancement des principales activités</i> .....	24
3.3.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	24
3.4	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2 .....	29
3.4.1	<i>Progrès des indicateurs</i> .....	29
3.4.2	<i>État d'avancement des principales activités</i> .....	30
3.4.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	30
3.5	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3 .....	32
3.5.1	<i>Progrès des indicateurs</i> .....	32
3.5.2	<i>État d'avancement des principales activités</i> .....	33
3.6	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 4 .....	34

3.6.1	<i>État d'avancement des principales activités</i> .....	35
3.6.2	<i>Progrès des indicateurs</i> .....	35
3.6.3	<i>la synthèse des indicateurs pour le niveau output mis à jour dans Pilot</i> .....	35
<b>4</b>	<b>SUIVI BUDGETAIRE</b> .....	<b>36</b>
<b>5</b>	<b>RISQUES ET PROBLEMES</b> .....	<b>37</b>
<b>6</b>	<b>SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES</b> .....	<b>40</b>
6.1	AVEC LES AUTRES INTERVENTIONS DU PORTEFEUILLE .....	40
6.2	AVEC LES PROJETS POUR TIERS .....	40
6.3	AUTRES SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES .....	40
<b>7</b>	<b>THEMES TRANSVERSAUX</b> .....	<b>40</b>
7.1	ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE .....	40
7.2	GENRE .....	40
7.3	DIGITALISATION .....	41
7.4	EMPLOI DECENT .....	41
<b>8</b>	<b>LEÇONS APPRISES</b> .....	<b>41</b>
8.1	LES SUCCES .....	41
8.2	LES DEFIS .....	42
8.3	SYNTHESE DES ENSEIGNEMENTS TIRES .....	42
<b>9</b>	<b>PILOTAGE</b> .....	<b>43</b>
9.1	MODIFICATIONS APORTEES A L'INTERVENTION .....	43
9.2	DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI .....	44
9.3	REORIENTATIONS STRATEGIQUES ENVISAGEES .....	45
9.4	RECOMMANDATIONS .....	45
<b>10</b>	<b>ANNEXES</b> .....	<b>46</b>
10.1	CRITERES DE QUALITE .....	46
10.2	CADRE LOGIQUE ET/OU THEORIE DE CHANGEMENT MIS A JOUR .....	51
10.3	FICHES DE SUIVI DE PROCESSUS DE CHANGEMENT (OPTIONNEL) .....	51
10.4	APERÇU DES MORE RESULTS .....	52
10.5	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) » .....	52
10.6	RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION .....	52



# 1 Acronymes

*Dresser la liste de tous les acronymes utilisés dans le Rapport des résultats (classement alphabétique ; voir exemples ci-dessous)<sup>1</sup>*

ABDH	Approche Basée sur les Droits Humains
ACNG	Acteurs de Coopération Non Gouvernementale
AJC/RCES	L'Association des Journalistes et Communicateurs de la région du Centre-Est
ANPE	Agence Nationale Pour l'Emploi
APSB	Association Professionnelle des Secrétaires du Burkina
ASC	Accord Spécifique de Coopération
CES	Centre-Est
CEAS	Centre Ecologique Albert Schweitzer
CEDRES	Centre d'Etude, de Documentation et de Recherche Economique et Sociale
C4D	Culture pour le développement
COC	Comité d'Orientation et de Coordination
CS	Convention Spécifique
CSD	Cadre Sectoriel de Dialogue
CSub	Convention de subside
CTB	Coopération Technique Belge, Agence belge de développement
CUPT	Centre universitaire Polytechnique de Tenkodogo
DGD	Direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire
DG	Direction Générale
DGESS	Direction Générale des Études Sectorielles et des Statistiques
DR	Direction régionale
DRDHPC	Direction Régionale des Droits Humains et de la Promotion Civique
DRCAT	Direction Régionale de la Culture des Arts et du Tourisme
DREP	Direction Régionale des Etudes et de la Planification

---

<sup>1</sup> Ne pas oublier d'effacer toutes les instructions en italique qui se trouvent dans ce canevas.  
Rapport des résultats

DRJPEJ	Direction Régionale de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entreprenariat des jeunes
DTF	Dossier Technique et Financier
D4D	Digital for Development
FSI	Forces de Sécurité Intérieure
GAR	Gestion axée sur les résultats
GTFD	Groupe de Travail sur la Finance Inclusive
IDH	Indice de Développement Humain
LuxDev	Coopération Luxembourgeoise
AJC/RCES	L'Association des Journalistes et Communicateurs de la région du Centre-Est
M&E	Monitoring et évaluation
MEFP	Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective
ODD	Objectifs de Développement Durable
OMD	Objectifs Millénaire de Développement
OREPREGECC	Observatoire Régional d Prévention et gestion des Conflits Communautaires
PC	Programme de Coopération
PDI	Personnes déplacées internes
Polprox	Police de proximité
PNS	politique nationale de sécurité
PTF	Partenaire Technique et Financier
PV	Procès-Verbal
RR	Représentant Résident
SDSR	Santé, Droits Sexuels et Reproductifs
TDR	Termes de Références
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
TICE	Technologies de l'Information et de la Communication dans l'Education
TOC	Theory Of Change (théorie du changement)
UVBF	Université Virtuelle du Burkina Faso

## 2 Aperçu de l'intervention

### 2.1 Fiche d'intervention

<b>Intitulé de l'intervention</b>	Paas-Panga / Formations, Etudes et Expertises
<b>Code de l'intervention</b>	BKF1803311
<b>Localisation</b>	Centre-Est
<b>Budget total</b>	4 000 000 €
<b>Institution partenaire</b>	DRDHPC, DRCAT, DGESS MINEFID
<b>Date de début de la Convention spécifique</b>	17 décembre 2018
<b>Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture</b>	17 décembre 2018
<b>Date prévue de fin d'exécution</b>	16 décembre 2023
<b>Date de fin de la Convention spécifique</b>	16 décembre 2023
<b>Groupes cibles</b>	Les structures d'appui à l'entrepreneuriat, les citoyens (jeunes et femmes notamment) et les OSC de promotion des droits humains, les structures publiques de la région du Centre-Est, les privés
<b>Impact<sup>2</sup></b>	Développement social et économique inclusif et durable de la région du Centre-Est
<b>Outcome</b>	Les compétences des parties prenantes du Programme de Coopération Burkina Faso - Belgique sont renforcées, en phase avec les opportunités sociales et économiques de la région du Centre-Est.
<b>Outputs</b>	R1 : Les ressources humaines des services privés et associatifs d'appui aux entrepreneurs sont renforcées en compétences innovantes et digitales.

<sup>2</sup> L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté  
Rapport des résultats

	R2 : Les compétences des citoyens, acteurs du Programme de Coopération, sont renforcées dans le domaine des droits humains.
	R3 : Les compétences techniques des acteurs publics du Programme de Coopération sont renforcées.
	R4 : De nouvelles compétences et connaissances sont créées par des expertises et études stratégiques au bénéfice des acteurs du Programme de Coopération.
<b>Année couverte par le rapport</b>	2022

## 2.2 Auto-évaluation de la performance

### 1.1.1 Pertinence

	<b>Performance</b>
<b>Pertinence</b>	

La pertinence d'une intervention de renforcement des capacités n'est plus à démontrer dans un contexte où l'on met en œuvre des projets structurants avec divers acteurs. En effet, il est important que les parties prenantes à un programme de développement comme le portefeuille bilatéral belgo-burkinabè disposent de capacités suffisantes afin de mettre en œuvre les actions de manière efficace et efficiente. L'accent mis sur le digital pour le développement, justifie encore plus de la pertinence de l'intervention au regard de la volatilité de la situation sécuritaire actuelle du Burkina Faso.

Si l'on considère le développement des capacités comme "le processus par lequel les personnes, les organisations et la société dans son ensemble libèrent, renforcent, créent, adaptent et maintiennent les capacités au fil du temps"<sup>3</sup> afin d'obtenir des résultats, alors la pertinence d'une intervention comme Paas-panga ne pose plus débat dans un pays comme le Burkina Faso classé parmi les pays dont l'IDH est le plus bas. En effet, Paas-panga travaille à identifier les besoins des partenaires et à y apporter des solutions durables. La démarche méthodologique très impliquante et participative adoptée à cet effet a facilité l'adhésion et l'appropriation des objectifs et résultats par les bénéficiaires.

Afin d'identifier les besoins des organisations partenaires, Paas-panga a utilisé des outils prévus à cet effet par Enabel et une méthodologie participative, les autodiagnostic assistés qui ont permis l'élaboration de plans de renforcement des capacités des structures afin de prendre en compte les niveaux pertinents d'analyse. En effet, sur la base de l'outil d'identification des besoins de renforcement de capacités, proposant 3 niveaux d'analyse, Paas-panga a opté de mettre le focus essentiellement sur les niveaux, individuel et organisationnel ; en effet, même si Paas-panga peut intervenir au niveau central, les

<sup>3</sup> [https://unsdg.un.org/sites/default/files/UNDG-UNDAF-Companion-Pieces-8-Developpement\\_des\\_Capacites.pdf](https://unsdg.un.org/sites/default/files/UNDG-UNDAF-Companion-Pieces-8-Developpement_des_Capacites.pdf)  
Rapport des résultats

actions de renforcement des capacités ont été concentrées essentiellement au niveau régional.

### Outil d'identification des besoins

	Création ou renforcement des capacités	Utilisation des capacités	Maintien / adaptation (pérennisation) des capacités
<i>Dans quel but ? Des instruments de <b>gestion stratégique</b> (policy) pour favoriser le développement et les <b>relations entre les acteurs</b> (sectoriels ou thématiques) qui contribuent aux objectifs de développement.</i>			
<b>Niveau institutionnel</b>	Les politiques publiques promeuvent le développement (politiques inclusives, cohérentes et basées sur des évidences...)	Les lois et les plans stratégiques sont appliqués	Les lois et les plans stratégiques sont régulièrement adaptés
	Les relations entre acteurs concourent aux objectifs de développement (relations entre les principales parties prenantes du secteur)	Les partenariats et le dialogue renforcent la qualité des services fournis	Les partenariats sont suivis, ils s'adaptent et de nouveaux partenariats s'établissent
<i>Dans quel but ? Des <b>organisations performantes</b> (efficaces, stables et évolutives) qui assurent les <b>services prévus</b> dans leurs mandats.</i>			
<b>Niveau organisationnel</b>	Les organisations sont performantes (elles délivrent leurs services, promeuvent l'innovation et sont capables d'adaptation constante à leur environnement)	Les nouvelles structures, procédures, pilotage et canaux de communication sont intégrés dans les tâches quotidiennes	Les structures, procédures, le pilotage et les canaux de communication sont régulièrement adaptés en fonction du feedback
<i>Dans quel but ? Des <b>équipes</b> et des <b>individus performants, acteurs de changement</b> dans leur environnement.</i>			
<b>Niveau individuel ou groupes d'individus</b>	Des <b>savoirs, savoir-faire et savoir-être, nouveaux ou complémentaires, sont développés</b>	Les <b>nouveaux savoir, être</b> sont utilisés dans l'environnement	Le savoir-faire et savoir-être sont encouragés au niveau organisationnel plus large

Cet outil mis en place par Enabel est la référence pour la mise en place de façon objectives d'actions de renforcement des capacités des partenaires. L'engouement des organisations partenaires pour participer au processus d'autodiagnostic et d'élaboration de plan de renforcement des capacités démontre de la pertinence de l'action.

De ce qui précède, l'intervention reste clairement toujours ancrée dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.

#### 1.1.2 Efficacité

	<b>Performance</b>
<b>Efficacité</b>	<b>B</b>

Le niveau de progression des indicateurs de performance démontre de l'efficacité de l'intervention, en effet ; les stratégies mise en place pour le suivi de la mise en œuvre de l'intervention ont permis de pouvoir identifier rapidement les problèmes à chaque fois qu'ils surviennent et de les prendre en charge rapidement.

L'utilisation du principe de collaboration et de concertation permanente avec les partenaire a permis de mettre en place des action qui répondent aux besoins des partenaires et qui sont en cohérence avec nos objectifs.

Les actions ont pu être mise en oeuvre dans certaines zones inaccessibles pour l'équipe du projet du fait d'un partenariat gagnant-gagnat avec les équipes des DR partenaires qui ont assuré le suivi sur le terrain.

#### 1.1.3 Efficience

	<b>Performance</b>
<b>Efficienc</b>	B

Les outputs seront délivrés comme prévu dans le document du projet à la fin de l'intervention avec quelques effets inattendus notamment au niveau du développement des compétences des bénéficiaires des actions.

#### 1.1.4 Durabilité potentielle

	<b>Performance</b>
<b>Durabilité potentielle</b>	B

Le projet a veillé à ce que les équipes des partenaires (notamment dans les lycées, universités...) bénéficient d'un transfert de compétences suffisantes de sorte à s'approprier les outils afin continuer à passer un minimum d'entretien et d'administration des appuis reçus après l'intervention de Enabel.

Sur la mise à disposition d'internet dans les établissements, il sera difficile d'assurer le maintien de cette ressource au regard de la faiblesse des ressources de ces établissements et surtout du fait que l'état n'a pas encore tenu son engagement de connecter toutes les structures éducatives à la fibre optique,

### 1.1.5 Conclusions

Nous pouvons retenir de l'intervention quelques points essentiels :

- L'intervention répond à des besoins concrets et réels des bénéficiaires : les niveaux d'utilisation des connaissances acquises par les bénéficiaires et les initiatives mises en place notamment par les jeunes à la suite des formations reçues en témoignent.
- La digitalisation des processus de développement est de plus en plus urgente parce que l'insécurité rend certaines localités inaccessibles pour les agents de développement et aussi de l'administration publique. De ce fait, l'option faite par l'intervention de renforcer l'écosystème digital dans la région est en adéquation avec les besoins pratiques des acteurs de développement de la région
- Les établissements scolaires sont des canaux importants pour porter l'innovation et démystifier le numérique ; Paas-panga a lancé quelques initiatives de valorisation du digital pour renforcer l'éducation mais il est important de renforcer ces actions au profit des établissements scolaires et universitaires. Il faut des actions spécifiques pour s'assurer de la participation des filles dans ces dynamiques
- L'apport des solutions proposées par le digital dans le secteur socio-économique doit être maintenu pour réduire la fracture non seulement entre les populations de la région du Centre-est, mais aussi entre la région et d'autres régions comme les régions du centre et des haut-bassins.
- L'implication des OSC et des communes dans les actions menées par l'intervention permet leur appropriation par ces acteurs à la base et permet de contribuer à la pérennisation des acquis.

Fonctionnaire exécution nationale	Intervention Manager Enabel
N/A	Judith SOMDA 

## 3 Suivi des résultats<sup>4</sup>

### 3.1 Evolution du contexte

#### 3.1.1 Contexte général

Depuis août 2015, le Burkina Faso fait face à une forte dégradation de sa situation sécuritaire due à une insurrection armée djihadiste. Déjà confronté aux défis de la grande criminalité locale et transnationale organisée, le Pays est devenu, à l'instar de ses voisins le Mali et le Niger, une cible majeure d'attaques meurtrières des groupes armés terroristes qui essaient l'espace sahélien. Le Burkina Faso qui est un pays enclavé sans façade maritime, se trouve ainsi affecté sur ses voies terrestres d'approvisionnement internationaux. Aujourd'hui, douze (12) des treize (13) régions que compte le pays, sont affectées par les attaques récurrentes des groupes armés irréguliers. Seule la région du Plateau Central est épargnée pour l'heure. Mais la poussée des groupes armés irréguliers vers le Sud, met cette dernière région dans une situation de volatilité sécuritaire.

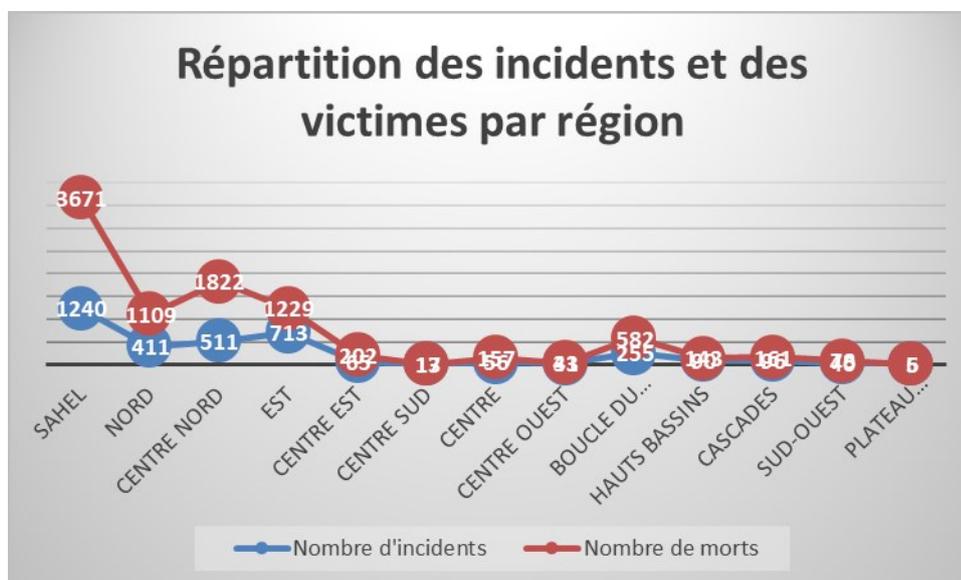
La progression territoriale des groupés armés a été très fulgurante et d'année en année, ils gagnent du terrain au détriment de l'administration centrale. Pour le cas particulier de l'année 2022, l'essor des activités terroristes sur tout le territoire national a été particulièrement significatif. Les six régions martyrs sont : l'Est, le Centre-Est, le Nord, le Centre-Nord, le Sahel et la Boucle du Mouhoun. L'attaque la plus meurtrière depuis le début de la crise (160 personnes tuées) reste celle perpétrée le 5 juin 2021 dans le village de Solhan dans la région du Sahel. Cette attaque a visé les Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP) et les civils.

A titre illustratif, nous avons ci-dessous la répartition des incidents de sûreté liés aux activités des groupes :

Région	Nombre d'incidents	Nombre de morts	% Incidents	% Décès
Sahel	1240	3671	35,17%	39,82%
Nord	411	1109	11,66%	12,03%
Centre Nord	511	1822	14,49%	19,76%
Est	713	1229	20,22%	13,33%
Centre Est	65	202	1,84%	2,19%
Centre Sud	13	17	0,37%	0,18%
Centre	56	157	1,59%	1,70%

<sup>4</sup> « Résultats » réfère aux résultats de développement. L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté ; les outcomes intermédiaires se réfèrent aux changements générés suite à l'atteinte des outputs et permettant l'avancée vers l'outcome de l'intervention, à un plus haut niveau.  
Rapport des résultats

Centre Ouest	31	43	0,88%	0,47%
Boucle du Mouhoun	255	582	7,23%	6,31%
Hauts Bassins	90	143	2,55%	1,55%
Cascades	96	161	2,72%	1,75%
Sud-Ouest	40	78	1,13%	0,85%
Plateau Centrale	5	6	0,14%	0,07%
Total	3526	9220	100,00%	100,00%



La réponse militaire, apportée jusque-là par les autorités centrales, s'est avérée inefficace pour endiguer l'expansion territoriale des groupes armés terroristes qui acquièrent de plus en plus de terrain au point que 40% du territoire échappe au contrôle de l'administration centrale (données globales au niveau du Burkina Faso). C'est dans ce contexte que l'état d'urgence, instaurée depuis le 10 janvier 2020 au Burkina Faso, reste toujours en vigueur. Les régions concernées sont le Centre-Est, l'Est, le Nord, la Boucle du Mouhoun, le Sahel et les Hauts-Bassins.

Initialement, les groupes armés non étatiques (GANE) ne tenaient que des zones rurales où ils procédaient à la destruction et la fermeture des infrastructures scolaires et sanitaires. Ils semblent aujourd'hui vouloir jeter leur dévolu sur les centres urbains. Les attaques visant les centres urbains se déroulent sous formes d'incursions sporadiques à partir des périphéries des centres urbains infestés et de leurs sanctuaires (les entités forestières). Des blocus sont imposés dans certaines localités comme Djibo dans la région

du Sahel et Pama dans la région de l'Est. Ces blocus durent depuis près d'un an. Les approvisionnements s'y effectuent avec l'appui des escortes militaires par voies terrestres, régulièrement la cible des GANE ou par moyens aériens plus sûrs mais très coûteux dans un contexte où l'Etat peine à acquérir la logistique appropriée aussi bien pour les réponses militaires qu'humanitaires. Cette nouvelle stratégie a donné lieu à des destructions systématiques d'infrastructures de télécommunication et d'infrastructures hydrauliques pour davantage couper ces localités du reste du Pays.

Les effets de la crise sécuritaire sur le Développement Humain au Burkina Faso sont innombrables et ce, en plus des besoins humanitaires immenses générés. En effet, la tragédie sécuritaire survenue sur le territoire du Burkina Faso a entraîné une vague de fermetures d'infrastructures scolaires et un déplacement interne sans précédent des acteurs de l'éducation. Les derniers chiffres officiels du Comité National de Secours d'Urgence (CONASUR) et de l'Education en Situation d'Urgence (ESU) indiquent :

- 1 882 391 personnes déplacées sont enregistrées au Burkina Faso au 31 décembre 2022 ;
- 52% de ces personnes déplacées internes sont des enfants ;
- 53% de ces personnes déplacées internes sont des femmes ;
- 1,07 million d'élèves sont affectés par la fermeture de 6253 écoles au 31 décembre 2022 ;
- Fragilisation du tissu social ;
- 40% du territoire national aux mains des groupes armés non-étatiques ;
- Recrudescence des conflits intra et intercommunautaires ;
- Plusieurs postes frontaliers sont aux mains des groupes armés terroristes (Kantchari, Nadiagou, Seytenga).

A l'échelle du pays, l'on assiste à une dégradation continue de la situation humanitaire due à l'insécurité avec pour conséquence un rétrécissement de l'accès aux zones d'interventions. L'insécurité grandissante représente un défi majeur pour les activités d'Enabel dans les zones à accès restreints. Enabel a ainsi réadapté son architecture organisationnelle et revu les mesures d'atténuation des risques auxquels elle peut être confrontée sur base d'une nouvelle analyse des risques effectuée en décembre 2022.

La région du Centre-Est est la zone d'intervention des projets relevant du portefeuille bilatéral et compte trois provinces : le Kouritenga, le Boulgou et le Koulpélogo. Elle est une zone doublement frontalière avec la République du Ghana et le Togo qui ont tous deux des ports fort utilisés pour l'approvisionnement de l'hinterland du pays par voie terrestre. Elle est, du fait de ce positionnement, une plaque tournante de trafics et contrebandes en tous genres. L'activité économique y est donc florissante, ce qui attire les groupes armés irréguliers. Ces groupes supervisent ou organisent des activités de contrebandes dans la région afin d'assurer leur financement et leur approvisionnement en carburant, drogues, armes et denrées diverses. Il faut, par ailleurs, souligner la problématique de la frontière de la Région du Centre-Est avec celle de la Région de l'Est où les Groupes Armés Terroristes (GAT) transitent par la forêt de NOUAHO pour contrôler le nord du Togo, la

province du Koulpélogo et le nord du Bénin dans le but de mener leurs trafics. Ils échappent ainsi aux “assauts” des Forces de Sécurité Intérieure (FSI) par le fait de s’abriter dans la bande forestière allant du Niger, Bénin jusqu’au Togo et dans une moindre mesure, le nord du Ghana.

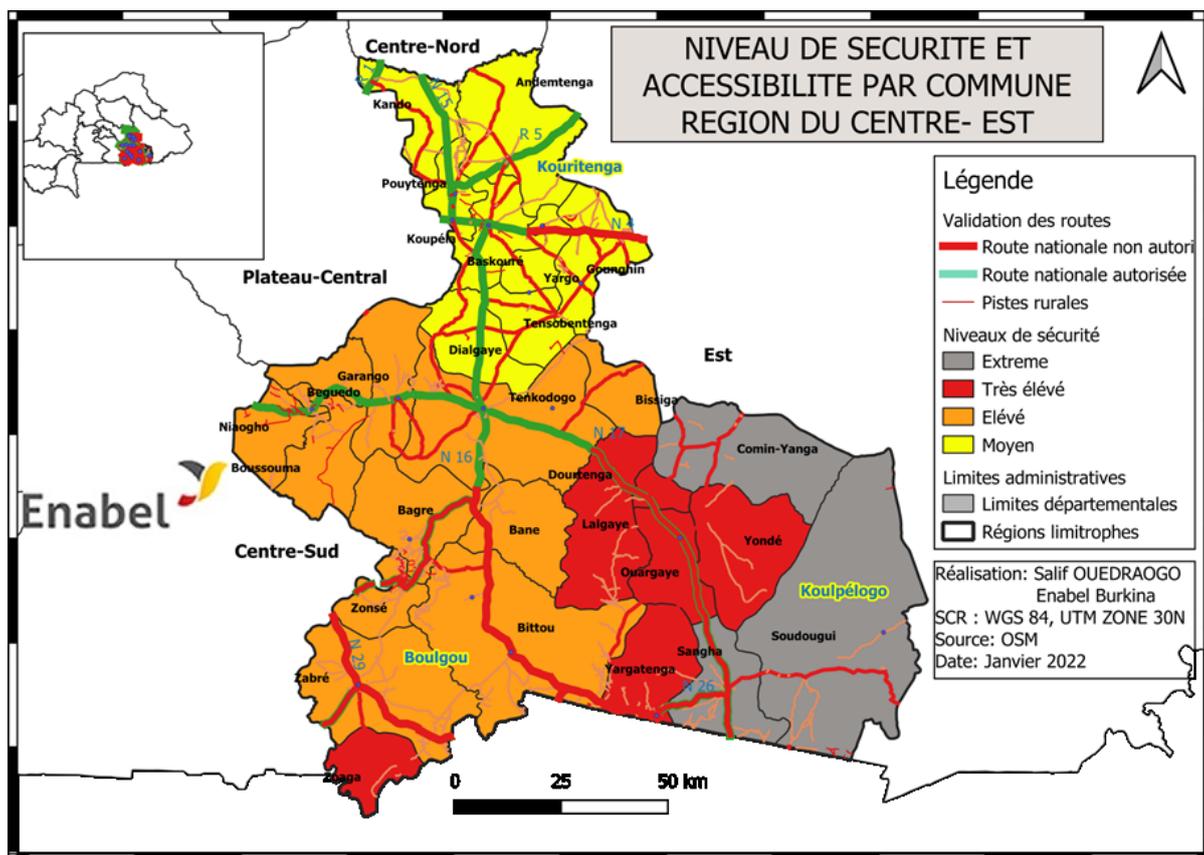
A cela, s’ajoutent les violences intercommunautaires souvent liées aux problèmes de chefferies, de conflits agriculteurs éleveurs, aux problèmes fonciers fragilisant davantage la région et faisant d’elle un terreau fertile à l’émergence d’activités terroristes. Il est de notoriété que les griefs locaux et les conflits intercommunautaires sont habilement exploités par les groupes armés terroristes pour recruter et s’implanter géographiquement.

Le Centre-Est était particulièrement touché par les attaques de groupes armés irréguliers notamment dans la province du Koulpélogo en début d’année 2021. La proximité de cette province avec la région de l’Est l’avait particulièrement rendue vulnérable. Depuis la mi-2021, la situation s’est progressivement dégradée et des incidents sécuritaires ont été enregistrés dans la province du Boulgou notamment dans sa partie Sud après le département de Bané comme indiqué dans la cartographie ci-dessous relative aux niveaux de sécurité et l’accessibilité dans les localités de la région du Centre -Est. La présence de bases de GANE a été signalée dans la forêt de Sawenga avec des incursions fréquentes sur la route nationale N°16. Plusieurs opérations de ratissage des Forces de Défense et Sécurité (FDS) ont été conduites au cours de l’année 2022 dans cette forêt pour enrayer la menace.

Des restrictions de mouvements vers ces localités ont été mises en place depuis le début de l’année afin de réduire l’exposition de nos équipes aux risques d’attaques.

La situation s’est stabilisée en ce qui concerne la province du Kourritenga. La pression exercée par les groupes armés dont la présence est fortement ressentie par la population, a un impact sur la vie quotidienne de la population.

La carte ci-dessous illustre le niveau d’accessibilité de ces zones :



La catalographie des acteurs du conflit n'a pas véritablement changé. D'un côté, des acteurs irréguliers et de l'autre, les acteurs gouvernementaux/étatiques :

- L' EIS (Etat islamique au Sahel) ex EIGS et jusqu'alors affilié à ISWAP, la filiale régionale de Daech, est devenu un groupe autonome depuis le 20 mars 2022. Créé le 13 mai 2015 par son fondateur Abou Walid Al-Sahraoui tué par la force Barkhane en fin aout 2021 dans la région de Ménaka au Mali, il est aujourd'hui dirigé par Abu Al Bara Al Sahraoui. Ce groupe qui opère dans la région dite des trois frontières (Niger, Burkina, Mali), est responsable du plus grand nombre de décès liés au terrorisme au Sahel (environ 65 % de tous les décès) en ciblant aveuglement les civils. De plus, l'EIS se concentre sur le contrôle d'activités génératrices de revenus pour assurer son financement et accroître ses capacités opérationnelles ;
- Le GSIM, créée en mars 2017 suite à la fusion des autres groupes à l'exception de l'EIG. Dirigé par IAD Ag Ghaly, il est affilié à AQMI la filiale régionale de Al-Qaïda. Le groupe djihadiste local, Ansarul Islam créée en novembre 2016 par Malam Ibrahim Dicko et dirigé présentement par Jafar Dicko, est en train d'être phagocyté par le GSIM. Le GSIM, groupe armé le mieux structuré dans le paysage djihadiste au Sahel, avait sa zone d'influence au Sahel. Mais depuis le mois d'avril 2022, il a étendu sa sphère d'influence sur l'Est, Centre Nord, Boucle du Mouhoun

et le Centre-Est du pays, anciennement la zone d'influence de l'EIGS. Ces deux groupes ont le même mode opératoire (Enlèvements, assassinats ciblés ou de masse, attaques contre les symboles de l'Etat et les infrastructures scolaires) mais des stratégies d'enracinement différentes. Cependant, il faut noter que le GSIM occupe de plus en plus de terrain en défaveur de l'EIGS qui a été décapitée de son fondateur depuis août 2021 par la force Française Barkhane et mène actuellement une guerre de positionnement dans la région de Ménaka au Mali voisin ;

- Les milices d'autodéfense (Kogleweogo, dozos et Rougga) sont devenues moins audibles et cèdent de plus en plus leurs places aux VDP (Volontaires pour la Défense de la Patrie) ;
- Les forces de défense et de la sécurité (FDS) qui sont les acteurs réguliers (étatiques) sont renforcés par les VDP. Les volontaires pour la défense de la patrie (VDP) sont des civils qui reçoivent une formation civile et militaire de deux semaines et sont ensuite armés.

Les VDP ont été institutionnalisés par les instruments juridiques suivants :

- la loi n°002-2020/AN du 21 janvier 2020 portant institution des Volontaires pour la défense de la patrie;
- La loi n°028-2022 du 17 décembre 2022 instituant les volontaires pour la Défense de la patrie qui est une relecture de la loi n°002-2020/AN du 21 janvier 2020 ;
- Le décret n°2022-1123 portant statut du Volontaire pour la défense de la patrie ;
- Le décret n°2022-1124 portant création d'une brigade des volontaires pour la défense de la patrie ;
- Arrêté conjoint n°2023-13 portant fixation des avantages financiers et en nature accordés aux volontaires pour la défense de la patrie.

Ces instruments juridiques consacrent la création des VDP sous l'égide de l'armée dans toutes les communes du territoire national.

Cette force supplétive de l'armée qui à l'origine, avait pour mission principale d'assurer la sécurité des villages dont ils sont originaires, s'est retrouvée à occuper une place entière dans la stratégie militaire des autorités qui se sont récemment succédés à la tête de l'Etat. Le MPSR 2 en a fait la cheville ouvrière de son dispositif militaire de reconquête du territoire. Elle a, en effet, procédé au recrutement de 50 000 volontaires de défense de la patrie à déployer sur l'ensemble du territoire national à raison de 10 par commune. La mission dévolue à ces VDP est de protéger, aux côtés des forces de défense et de sécurité, les populations et les biens de leurs communes d'origine face aux attaques djihadistes.

Cependant, de nombreux observateurs ont toutefois émis des réserves sur ce dispositif, craignant notamment qu'il n'exacerbe les violences intercommunautaires et ne favorise les exactions. D'ailleurs, certaines atrocités récentes semblent leur être imputées. En effet 28 personnes (la plupart de l'ethnie peulh) ont été tuées le 30 décembre 2022 à Nouna

dans la région de la boucle du Mouhoun.<sup>5</sup>Cette force devient ainsi la deuxième productrice de violence après les groupes armés non étatiques. De plus, dans certaines zones, il est ressorti que le processus de recrutement des VDP exclut quelques fois les peulhs car « jugés complices des groupes djihadistes » ; Source potentielle de conflits communautaires supplémentaires, eut égard à une certaine attitude et des actions de certains VDP qui pourraient nuire à la cohésion sociale, au vivre-ensemble et à la vision d'une sécurité portée par les communautés.

Enfin, dans la région du Centre-Est, la menace terroriste a catalysé l'émergence d'autres défis sécuritaires internes tels que les déplacements massifs de populations fuyant l'insécurité des régions voisines vers le Centre-Est, la fermeture de nombreuses écoles, le développement de la criminalité transnationale organisée, l'aggravation des conditions de vie précaire des populations des zones affectées.

La dégradation de la situation sécuritaire en 2022 a conduit à des chamboulements dans la vie démocratique du Burkina et a donné naissance à d'importantes dissensions au sein du système sécuritaire du Pays. L'année 2022 a été une année d'instabilité institutionnelle, entraînant une dynamique terroriste dans un contexte politique instable. Deux coups d'Etat ont été perpétrés en l'espace de huit mois :

- Le 24 janvier 2022, un coup d'état, orchestré par des militaires, a mis fin au pouvoir du Président Rock Marc Christian KABORÉ et a porté à la tête du pays le Lieutenant-Colonel Paul Henri Sandaogo DAMIBA ouvrant ainsi une page de transition politique de 30 mois ;
- Le 30 septembre 2022, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ met fin à la première phase de la transition et en devient le Président. Des manifestations sporadiques de soutien à la transition ont été enregistrées.

### **Impact du contexte au niveau de la mise en œuvre de l'Intervention :**

Le contexte général a connu une évolution au cours de l'année 2022, sur les plans socio-politique et sécuritaire, avec un impact certains sur le déroulement des activités de l'Intervention.

Sur le plan socio-politique, deux coups d'Etat ont été perpétrés au cours de la seule année et ce, sur fond de dégradation prononcée de la situation sécuritaire. Il s'en est suivi une certaine instabilité institutionnelle aussi bien au niveau central que local, rendant encore plus complexes, les interactions nécessaires entre le projet et la partie nationale. Suite à ces coups d'Etat, il y a eu la fusion des deux départements en charge de la sécurité et de l'administration du territoire, la succession de 3 ministres en charge de la sécurité et un quasi-renouveau des autorités au niveau local (Gouverneur de la région du Centre-

---

<sup>5</sup> Le Gouvernement a annoncé l'ouverture d'une enquête, selon la déclaration de son porte-parole, dans laquelle il assure que « Le gouvernement de Transition » reste fermement engagé à assurer la protection de tous les Burkinabè sans distinction »

Est, le Secrétaire Général de la région, les trois Hauts commissaires, les préfets) à l'exception du Haut-Commissaire du Kourittenga. En outre, il convient de signaler la mise en place de délégations spéciales à la tête des exécutifs locaux (conseil régional et conseils communaux). Cette instabilité institutionnelle a eu un impact négatif sur la tenue de certaines activités initialement prévues, notamment les actions de renforcement des capacités des élus locaux, le processus d'intégration des préoccupations sécuritaires prioritaires des populations dans les Plans Communaux de Développement (PCD) et le Plan Régional de Développement (PRD), la mise en œuvre des actions prévues dans les Plans Communaux de Co-production de la Sécurité (PCCS).

Sur le plan sécuritaire, la situation s'est davantage détériorée. La quasi-totalité des régions administratives du Burkina Faso est désormais touchée par le phénomène terroriste. Dans la région du Centre-Est, les trois provinces sont désormais touchées. 16/30 communes (6/13 dans le Boulgou, 8/8 dans le Koulpélogo et 2/9 dans le Kourittenga) ont déjà connu au moins un incident terroriste. Cette situation a conduit à la prise de mesures de restriction dans les déplacements des équipes et la conduite des activités du Projet qui se tiennent désormais en délocalisation et/ou en mode *remote* pour les zones inaccessibles.

Face à cette dégradation prononcée de la situation sécuritaire, une vaste opération de réorganisation des forces armées nationales a été entamée en vue de renforcer l'efficacité de la réponse militaire au phénomène terroriste. Dans la même dynamique, une place importante est accordée aux VDP, auxiliaires des forces de défense et de sécurité. Un recrutement massif de VDP a été opéré à l'échelle nationale et communal, avec pour mission de contribuer au renseignement, à la veille sécuritaire dans leur village ou lieux de résidence et à la défense et à la protection des personnes et des biens dans leurs villages ou lieux de résidence, y compris par la force des armes. Ce nouvel acteur de la lutte contre l'insécurité au niveau communautaire est appelé à entretenir une collaboration étroite avec les structures communautaires locales de sécurité de sa commune, outre les forces de défense et de sécurité, ce qui pose, de manière accrue, la question de la prise en compte des VDP dans les actions/activités mises en œuvre dans le cadre de l'Intervention.

Ces mesures prises et les actions en lien avec la réorganisation des forces armées nationales fondent l'espoir des burkinabé dans cette lutte.

### **3.1.2 Contexte de gestion**

#### **3.1.2.1 Modalités de partenariat**

En ce qui concerne les modalités de partenariat, Paas-panga a essentiellement travaillé en régie afin de prendre en compte le caractère transversal de l'intervention.

Un protocole de collaboration a été signé avec l'UVBF sur la mise en place du dispositif de télémédecine et la formation à distance en général.

Paas-panga a intégré le sous-CSD formation professionnelle.

**Deux contrat-cadres** mis en place en 2021 se sont poursuivis cette année : respectivement pour l'animation de formations sur la gestion de projets axée sur les résultats et sur l'ABDH au profit des organisations partenaires.

En outre, des contrats de prestation ponctuels ont été attribués à des prestataires via les MP.

### **3.1.2.2 Modalités opérationnelles**

Au niveau institutionnel, une réunion du COC a eu lieu au cours de cette année 2022, le rapport d'activité a été validé à cette occasion.

Au regard du niveau de consommation des ressources financières en fonction des lignes budgétaires, une révision budgétaire est nécessaire afin d'assurer un équilibre entre les différentes lignes du budget.

## 3.2 Performance de l'outcome



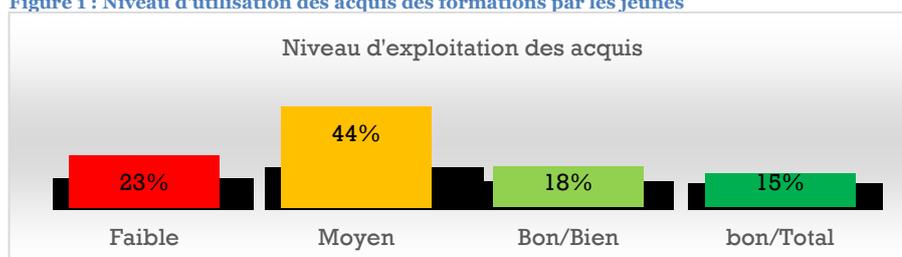
### 3.2.1 Progrès des indicateurs

Outcome : Les compétences des parties prenantes du Programme de Coopération Burkina Faso - Belgique sont renforcées, en phase avec les opportunités sociales et économiques de la région du Centre-Est.					
Indicateurs/marqueurs de progrès	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
Taux des participants aux activités de renforcement de capacités de toutes les interventions (hommes/femmes) démontrant un changement de comportement	N/A	67,7 (dont 57,1 au niveau féminin et 70,8 au niveau masculin)	N/A	N/A	60
Proportion d'individus de la région du Centre-Est de plus de 15 ans utilisant internet au cours des derniers 12 mois	1,9	37,9 chez les hommes 13,7 chez les femmes	N/A	N/A	6
Preuves d'amélioration des performances des participants (hommes/femmes) ayant participé à une activité de renforcement des capacités	N/A	61,6% des participants affirment une amélioration significative de leurs performance	N/A	N/A	
Preuves d'amélioration des performances des organisations partenaires ayant participé à une activité de renforcement des capacités	N/A	80% des organisations affirment une amélioration significative de leurs performance	N/A	N/A	NR

### 3.2.2 Analyse des progrès réalisés

Au cours de cette année, il n'est pas prévu de faire un rapportage spécifique sur le taux de réalisation des indicateurs ci-dessus mentionnés mais il s'agira de mettre en exergue quelques éléments qui démontre de la progression vers l'atteinte des résultats globaux de l'intervention. Pour ce faire une étude a été commanditée afin de mesurer le niveau d'utilisation des connaissances par les bénéficiaires des actions de renforcement des capacités organisées par Paas-panga et d'amélioration des performances.

Figure 1 : Niveau d'utilisation des acquis des formations par les jeunes



Sources : Enquêtes terrain, février 2022.

Témoignage de bénéficiaires dans le cadre de l'étude sur l'utilisation des connaissances, février 2022

Monsieur **Jean Paul SORGO** électricien de profession a bénéficié de la **formation en maintenance des équipements informatiques et smartphones**. Avec les connaissances acquises, je me suis engagé dans des réparations d'ordinateurs surtout le software, dans des mises à jour des pilotes d'ordinateurs et dans des réparations de Smartphones. Je fais également la sous-traitance en maintenance des équipements informatiques dans un secrétariat public et avec le service informatique du lycée Marie Reine, laquelle sous-traitance me permet d'avoir en moyenne 25 000 FCFA/mois ».

Mademoiselle **Mariam BARRO** est entrepreneur dans la restauration. Pour elle, ses acquis de la **formation en entrepreneuriat digital et innovant** qu'elle a reçu, se résument comme suit : la familiarisation avec le digital, la vente en ligne, la motivation d'entreprendre et la promotion de l'auto emploi. Ces acquis l'ont vraiment aidé à se lancer dans la restauration via l'ouverture de son restaurant sur fonds propre avec un capital de 250 000 FCFA. Commencer à entreprendre avec le peu de moyens financiers à sa disposition, est la principale leçon apprise.

Etudiante de profession, Mademoiselle **Oumou Salimata BOENA** a bénéficié de la **Formation en création et gestion d'entreprises**. Cette formation selon elle « lui a ouvert la porte de l'entrepreneuriat ». En effet, lors de la formation, elle a appris comment faire un business plan, créer une page Facebook et faire des publications d'articles en ligne. Actuellement, elle a valorisé ces acquis à travers la création **d'une boutique en ligne qu'elle anime** à travers **sa page Facebook**. Elle évolue donc dans le commerce en ligne et sollicite un petit fonds de commerce pour rendre la boutique physique par un local.

Les enquêtes ont révélé que 14% des jeunes ont pu effectivement créer leurs entreprises et que 41% ont pu améliorer leurs offres de services. Quand on regarde ces deux chiffres, on se rend compte que **55% des jeunes enquêtés ont pu développer des initiatives entrepreneuriales**.

### 3.3 Performance de l'output 1



#### 3.3.1 Progrès des indicateurs

<b>Output 1 : Les ressources humaines des services privés et associatifs d'appui aux entrepreneurs sont renforcées en compétences innovantes et digitales</b>					
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
Niveau de satisfaction des bénéficiaires (hommes/femmes) des activités de renforcement des capacités par rapport aux compétences acquises	N/A	3,5	3,25		3,25/4
Score des évidences des nouvelles compétences chez les bénéficiaires (hommes/femmes) des activités de renforcement des capacités	N/A	70%	100%		(+10%)
Niveau d'utilisation ou d'application des compétences acquises	N/A	2,98	3,26		3

### 3.3.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités	État d'avancement Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées	En sérieux retard
AO101 - Activation de compétences innovantes et digitales		X		
AO102 - Analyse digitalisation et développement économique		X		
AO103 - Soutien dans l'approche D4D		X		
AO104 - Accompagnement des partenaires de mise en œuvre		X		

### 3.3.3 Analyse des progrès réalisés

Sur l'output 1 de l'intervention Paas-panga, des avancées majeures ont été relevées allant dans le sens de l'atteinte de ce résultat. En effet en plus des outils permanents (Kirkpatrick<sup>6</sup>) de suivi des niveaux de satisfaction des bénéficiaires aux actions de renforcement des capacités, une étude d'évaluation de l'utilisation des compétences acquises a été réalisées par un consultant externe. Notons que les principales actions du résultat sont soit en cours de mise en œuvre, soit en cours d'achèvement.

Les activités D4D de l'intervention Paas-Panga ont été menées dans le contexte suivant :

- Faible niveau de connectivité de l'environnement de travail et manque d'ordinateurs dans les salles de formation. Ceci oblige Paas-Panga a déployé une logistique importante à chaque formation à dérouler
- Un faible niveau de maîtrise des outils numériques par les participants ce qui fait que les programmes de formations se limitent très souvent au niveau initiation
- Rythmé par le calendrier scolaire afin de ne pas perturber les cours. En effet, pour l'année 2022 Paas-Panga a mis un focus sur l'éducation au niveau post primaire, secondaire et universitaire. La conséquence est que le calendrier des activités doit s'adapter au calendrier scolaire notamment les longues périodes de vacances, les périodes de composition et des examens ;

Malgré ce contexte difficile, les formations ont pu toucher un total de 1063 bénéficiaires dont 44% de femmes, le niveau de satisfaction des bénéficiaires (hommes/femmes) par rapport aux activités de renforcement des capacités est de 3.25 pour un score attendu respectivement de 3 ,25 sur 4 ce qui est d'un niveau très satisfaisant. Ce niveau de satisfaction se justifie par la qualité des formateurs, la richesse des contenu et la préparation logistique. Ceci ne doit pas faire oublier certaines difficultés observées parfois, notamment les démarrages tardifs de certaines sessions, la faible assiduité de certains participants.

<sup>6</sup> La méthodologie de KirkPatrick définie 4 niveaux de suivi. Les niveaux 1 et 2 concernent respectivement la satisfaction et l'acquisition de nouvelles connaissances, sont évalués à chaud (à la fin de l'activité) les niveaux 3 et 4 qui évaluent respectivement l'utilisation des connaissances et l'atteinte des résultats, sont pilotés par le M&E Officer 6 mois après la mise en place de l'action.

Par ailleurs, le taux d'acquisition de nouvelles compétences est de 100% pour tous les participants ; ce taux s'explique par le fait que les formations en lien avec le digital déroulées cette année ont essentiellement porté sur des thématiques nouvelles pour les bénéficiaires. Il s'agit notamment de formations sur le pilotage de drones, la collecte et traitement de données vis drones, les techniques d'enseignement à distance, la réalité virtuelle, la programmation de jeux vidéo, la gestion des bibliothèques numériques, la robotique, etc.

Le niveau d'utilisation ou d'application des compétences acquises est de 3,26 sur un score de 3 attendu d'où un niveau d'atteinte de plus de 100%. Ce résultat traduit la pertinence des contenus diffusés, leur adéquation avec les besoins des bénéficiaires et surtout que les participants présents étaient la bonne cible.

Dans l'optique de poursuivre l'amélioration des compétences innovantes et digitales et de renforcer de l'écosystème digital de la région du CES ; les actions de formation notamment élèves et étudiants se sont poursuivies au cours de cette année. Un accent particulier a été mis sur le fait de contribuer à élargir les possibilités d'emploi (auto-emploi, entrepreneuriat, emploi salarié) des jeunes de la région

- Formation des enseignants sur les TICE : les enseignants de 3 lycées (Kourita, Rialé, Municipal) ont bénéficié d'une formation sur les TICE (TIC dans l'enseignement) dans l'optique de les outiller afin de pouvoir assurer des sessions d'enseignement à distance. Outiller les enseignants des lycées sur les TICE est une action complémentaire à la mise en place des bibliothèques numériques et permettra ainsi aux enseignants de fournir aussi des contenus pédagogiques locaux afin d'enrichir la bibliothèque. Au total 178 enseignants dont 76% d'hommes et 24% de femmes de tous les conseils d'enseignements ont ainsi pu s'approprier les outils d'enseignements à distance.
- Formations des élèves et étudiants (filles et garçons) de six (06) établissements et du centre universitaire de la région du CES sur différentes thématiques en lien avec l'innovation dans le numérique. Des sessions ont été animées sur la modélisation et l'impression 3D, la réalité virtuelle, la cartographie libre, la programmation scratch, l'électronique embarquée, le pilotage et la collecte de données via les drones et la cartographie numérique. Ces formations contribueront non seulement à élargir l'horizon d'employabilité des jeunes, mais aussi, à créer une base de données de compétences capables d'assurer une dynamique de créativité afin de contribuer à améliorer l'écosystème digital dans la région. Au total élèves et étudiants dont 42% de filles ont bénéficié de toutes ces compétences.
- Formation des enseignants sur la sécurité informatique e : Afin de s'assurer une prise de conscience sur les risques liés à la cybersécurité et la prise en compte des bonnes pratiques de sécurité dans l'utilisation outils digitaux au regard du public de mineurs auquel ils ont à faire au quotidien, les enseignants ont souhaités recevoir une formation sur la sécurité informatique. Au total, près de 150 enseignants dont 29% de femmes des lycées Rialé, Kourita, Professionnel, scientifique, Collège Marie Reine et Municipal ont bénéficié des modules de formation leur permettant de prendre un minimum de dispositions afin de

sécuriser leurs données, mais aussi d'être aptes à sensibiliser leurs élèves sur les risques liés à l'utilisation des outils numériques.

- Des activités de valorisation des connaissances acquises : à la suite des formations, une compétition a été instituée sur la programmation scratch, et la TICE afin de créer une saine émulation entre les bénéficiaires, mais aussi et surtout de maintenir leur intérêt pour l'utilisation des connaissances acquises. Ainsi, les 6 établissements ont constitué des groupes de 7 élèves qui avaient pour mandat de représenter leur lycée au concours inter-lycées sur la programmation de jeux vidéo avec le langage Scratch. Également, tous les conseils d'enseignements des 3 lycées bénéficiaires des bibliothèques numériques ont été invités à concourir dans leurs matières respectives en préparant et animant un cours en ligne via Google Meet. Par ailleurs, les enseignants bénéficiaires des formations en sécurité informatiques ont organisé des séances de sensibilisation au profit de 1100 élèves de leurs établissements respectifs.
- Le renforcement des capacités informatiques des lycées : au regard de l'engouement suscité dans les salles informatiques, le projet a décidé de renforcer le nombre d'ordinateurs des lycées qui avaient été dotés par le projet en avril 2021 et de doter d'ordinateurs 2 lycées supplémentaires portant ainsi le nombre de lycées dotés à 5. Ainsi chacun des lycées a reçu, 10 ordinateurs desktop soit un total de 50 ordinateurs, une imprimante multifonction, et un vidéoprojecteur.
- Opérationnalisation des bibliothèques numériques : du fait de certaines contraintes liées aux perturbations politiques dans le pays, le processus de mise en place des bibliothèques numériques avait accusé un grand retard parce que le prestataire ne pouvait pas voyager vers le Burkina Faso ; c'est finalement en fin d'année que le dispositif a été mis en place et les équipes chargées de l'animation et de l'administration formées à l'utilisation. Des contenus ont ainsi été chargés et rendu accessibles offline dans un rayon de 40m autour de la salle.
- Renforcement des capacités des équipes de gestion des salles informatiques : afin de s'assurer une gestion efficace des salles informatiques et veiller à la durabilité des équipements, Paas-panga a accompagné les lycées à réfléchir et mettre en place un dispositif de gestion de ces salles. Les équipes de gestion composées entre autres d'enseignants, de membres de l'équipe en charge de la vie scolaire, de parents d'élèves et de délégués d'élèves ont bénéficié de formation sur la maintenance des outils, l'animation des salles et la formation des utilisateurs. On note que les lycées ont mis en place un dispositif de rotation permettant aux élèves notamment de se former et ou de faire des recherches.
- Démocratisation de l'innovation numérique : l'intervention a aussi initié une activité nommée Techdays qui est une journée portes ouvertes sur les technologies innovantes du moment. L'activité a permis en 2022 de réunir 80 personnes (élèves et étudiants) pour les initier à la robotique, la programmation, les drones, les imprimantes 3D et la réalité virtuelle. L'un des avantages de cette activité est qu'il favorise la cohésion entre les établissements d'enseignements post primaire et secondaire et l'université autour du numérique. L'objectif aussi pour Enabel est qu'à travers cette initiative, naissent des

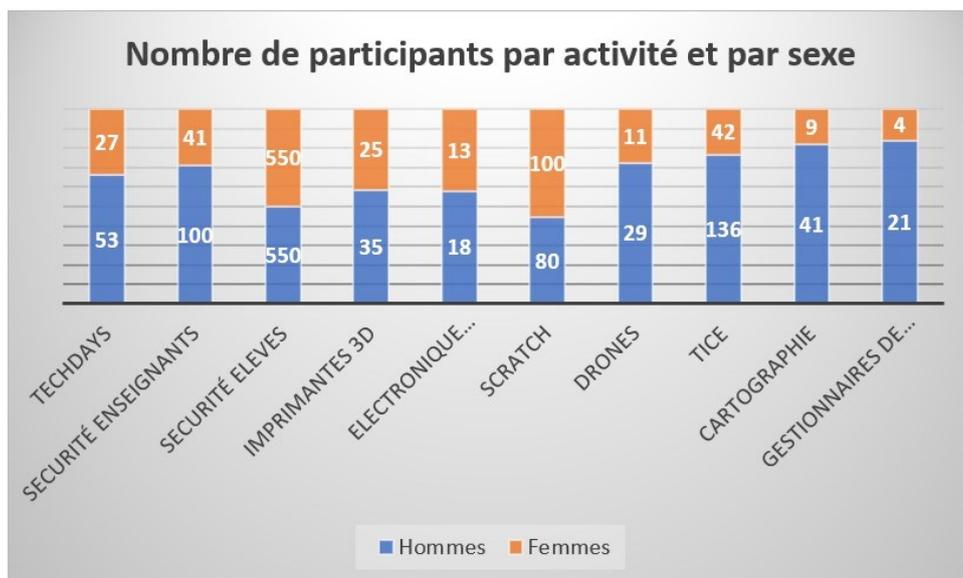
passions pour l'innovation numérique toute chose qui peut contribuer à la création de solutions adaptées aux besoins locaux.



**Figure A** : taux de participation par sexe aux activités de digitalisation et innovation

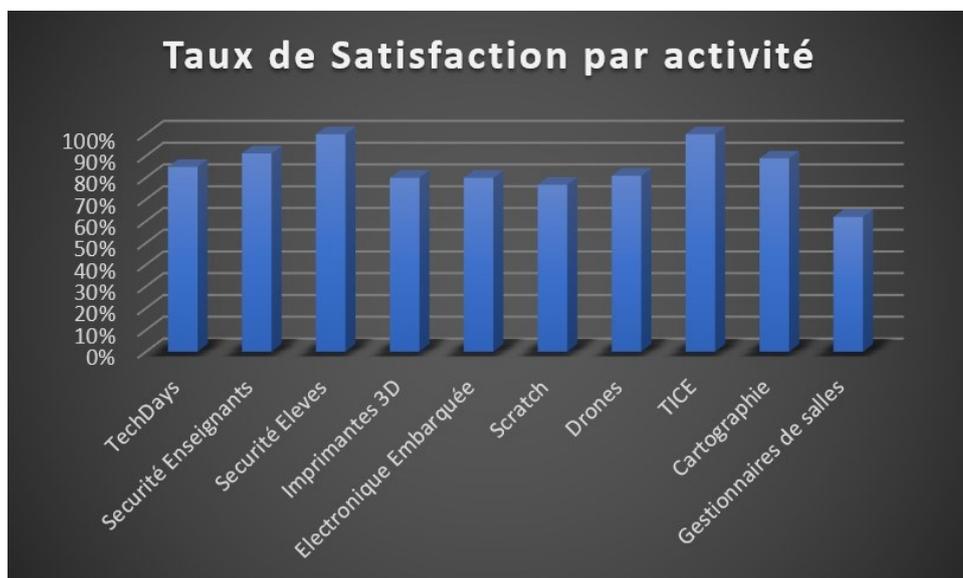
Source : rapports d'activités et liste de présence

Au cours de l'année 2022 il y a eu 1885 personnes dont 1063 hommes et 822 femmes qui ont pris part aux activités digitalisation et innovations organisées par l'intervention Paas-Panga. Ce qui représente un taux global de 56% pour les hommes et 44% pour les femmes (voir figure A). Ce taux relativement intéressant de participation des femmes et des filles s'explique par le fait que Paas-Panga sensibilise les premiers responsables des structures partenaires sur la nécessité d'impliquer d'avantage les femmes et les filles dans les activités techniques.



**Figure b** : nombre de participant par sexe et par activité

Source : rapports d'activités et liste de présence



**Figure c** :

représentation des taux de satisfaction par activité

Source : rapports d'activités et liste de présence

La **figure C** représente les taux de satisfaction par activité. Nous constatons que le taux de satisfaction le plus bas est de 62% et concerne la formation en maintenance informatique pour les gestionnaires de salles des lycées et collèges. Après échanges avec les participants il ressort que : le formateur manquait de pédagogie et il y avait beaucoup de termes techniques que les participants ne comprenaient pas même après explication du formateur. Cela s'explique par le faible niveau en informatique des participants.

Cependant, d'une manière générale le taux de satisfaction est très élevé et traduit l'adéquation entre la formation et les besoins réels des participants.



### 3.4 Performance de l'output 2



#### 3.4.1 Progrès des indicateurs

<b>Output 2 : Les compétences des citoyens, acteurs du Programme de Coopération, sont renforcées dans le domaine des droits humains</b>					
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
Niveau de satisfaction des bénéficiaires (hommes/femmes) des activités de renforcement des capacités par rapport aux compétences acquises	N/A	3,50			3,25/4
Score des évidences des nouvelles compétences chez les bénéficiaires (hommes/femmes) des activités de renforcement des capacités	N/A	100%			(+10%)

Niveau d'utilisation ou d'application des compétences acquises	N/A	3,03			3
--	-----	------	--	--	---

### 3.4.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités	État d'avancement Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées	En sérieux retard
A0201 - Assistance technique sur droits humains		X		
A0202 - Activités culturelles sur droits humains		X		
A0203 - Formation participation citoyenne		X		

### 3.4.3 Analyse des progrès réalisés

De façon globale sur ce résultat, plusieurs avancées ont été notées ; à travers le niveau de satisfaction des bénéficiaires des actions qui est au-delà des 3,25 attendu, ainsi que le taux d'acquisition de nouvelles connaissances qui est de 80% et le taux d'utilisation des compétences qui est 3,57 au lieu de 3 attendu. Sur ce résultat, plusieurs actions ont été mises en place afin de renforcer les compétences des citoyens en matière de droits humains et de participation citoyenne.

Afin d'atteindre l'output 2, l'intervention a développé 2 types d'actions, les formations en salles notamment au profit des agents publics et les activités culturelles au profit de la population surtout les élèves.

Les activités culturelles pour le renforcement des capacités : afin de permettre à un maximum de personnes notamment les jeunes de s'outiller sur les droits humains et le civisme, des acteurs culturels dont certains étaient impliqués dans les actions mises en place avec Africalia afin de développer des outils culturels pour le renforcement des compétences ont été mobilisés à nouveau

Ainsi les élèves de la région ont pu participer à des atelier théâtre au cours desquels ils ont côtoyé des acteurs professionnels. Les moments de répétition et aussi les moments de restitution ont été des occasions de sensibilisation sur entre autres la radicalisation, la petite criminalité, le respect des valeurs sociales... Ainsi, les pièces "le quartier" et "Terre ceinte", créées par *les Récréâtrales* ont été réadaptés pour inclure des élèves et aussi des acteurs professionnels dans une dynamique pédagogique afin que le message soit porté à leurs pairs par les élèves eux-mêmes. Ces pièces de théâtre ont été représentés au sein des lycées Kourita de Koupéla et Rialé de Tenkodogo. Quinze jeunes élèves de chaque établissement ont pu s'initier pendant 7 à 10 jours de répétition au jeu d'acteur et ont joué dans les représentations de ces pièces. A la suite de cette expérience, un lycée privé a mis en place une troupe théâtrale animée par les élèves.

Dans la dynamique de la valorisation des productions dans le cadre du projet C4D avec Africalia, et au regard de l'engouement créée à la suite de l'expérience avec les Récréâtrales autour des pièces "Terre ceinte" et "Le quartier", deux autres troupes locales de

Tenkodogo et Koupéla ont été mobilisées afin de reproduire des pièces de théâtre et contes créées dans le cadre des subside Africalia. La compagnie de l'espoir béog néré et de la troupe Wend kuuni de Koupéla ont préparé et représenté des spectacles de théâtre forum et de théâtre de marionnettes au sein des lycées Kourita, Wend Yam et Municipal de Koupéla. La compagnie théâtrale Vénégré du Boulgou a mise en œuvre des spectacles de conte et de théâtre-débat au sein des lycées Rialé, Marie-Reine, Municipal et Professionnel de Tenkodogo. Chacune de ces troupes a pu impliquer des élèves de chaque lycée dans ces spectacles.

Les activités culturelles avec le public cible des élèves se sont déroulées pendant l'année scolaire grâce à une forte implication des responsables des établissements concernés. En effet, les répétitions se sont déroulées à Tenkodogo au sein du lycées Rialé donnant ainsi l'opportunité à l'ensemble des élèves du lycée de suivre l'évolution de la création de la pièce et d'être en contact avec les comédiens professionnels. L'accord des parents a permis la participation des enfants aux séances de répétition qui allaient parfois jusqu'à 19h.

Des sessions de formation ont également eu lieu en salle notamment sur l'ABDH au profit des agents publics, des OSC. Ils ont pu pratiquer les outils de l'ABDH en lien avec leurs secteurs d'activité respectifs. Au total huit sessions de formations ont pu être réalisées au profit 238 participants dont 50 femmes. Ces sessions ont permis aux participants d'échanger et de comprendre davantage les droits humains, l'approche basée sur les droits humains et comment implémenter cette approche de développement dans le cadre de l'exécution de leurs missions.

- La mise en œuvre de ces sessions ont permis aux cadres des directions régionales, forces de sécurité intérieures et acteurs de la société civile de la région du Centre-Est de :
- S'approprier les concepts des droits humains et de l'approche basée sur les droits humains ;
- D'approfondir leurs connaissances sur les instruments et mécanismes de protection des droits humains ;
- De maîtriser l'approche fondée sur les droits humains et ses principes ;
- De maîtriser le lien entre ABDH et les objectifs pour le développement durable ;

Le tableau ci-bas donne les détails des sessions de renforcement de capacité et des personnes concernées par les sessions.

Cible	Date	Nbre de femmes	Nbre d'hommes	Total	Taux de progression
Préfets de la région du Centre-Est	21 au 25 Mars 2022	3	28	31	18,3%

Cadres des directions régionales en charge de la Jeunesse et de l'entrepreneuriat, Travail, Education de base, Enseignement secondaire, ANPE de la région du Centre-Est	11 au 15 avril 2022	7	20	27	15,5%
Membres de la coordination régionale des femmes, du conseil régional des jeunes et des organisations de la société civile	25 au 29 avril 2022	17	13	30	16,7%
Membres du Conseil régional des jeunes et organisations de la Société civile de la région du Centre-est	25 au 29 avril 2022	6	26	32	37,1%
Cadres des directions régionales en charge de l'économie verte, agriculture, femmes, ressources animales, infrastructures et la CRA de la région du Centre-Est	9 au 13 mai 2022	6	19	25	18%
Directions régionale et provinciales en charge de la culture et acteurs culturels (écrivain, Musicien)	16 au 21 mai	3	28	31	16,6%
Gendarmes, policiers et agents des eaux et forêts	30 mai au 4 juin 2022	4	26	30	19,7%
Personnels des gardes de sécurité pénitentiaire de Tenkodogo et de Koupéla	30 mai au 4 juin 2022	4	28	32	52%
<b>Total des participants</b>		<b>50</b>	<b>188</b>	<b>238</b>	<b>24,3%</b>



### 3.5 Performance de l'output 3



#### 3.5.1 Progrès des indicateurs

**Output 3 : Les compétences techniques des acteurs publics du Programme de Coopération sont renforcées**

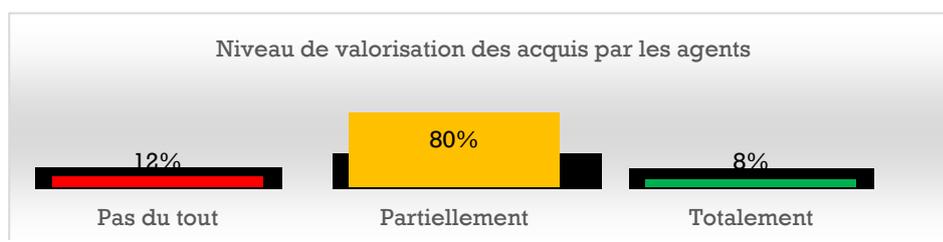
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
Niveau de satisfaction des bénéficiaires (hommes/femmes) des activités de renforcement des capacités par rapport aux compétences acquises	N/A	3	3,44		3,25/4
Score des évidences des nouvelles compétences chez les bénéficiaires (hommes/femmes) des activités de renforcement des capacités	N/A	50%	100%		(+10%)
Niveau d'utilisation ou d'application des compétences acquises	N/A	2.8	3,57		3

### 3.5.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités	État d'avancement Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées	En sérieux retard
A0301 - Formation ressources humaines partenaires		X		
A0302 - Assistance technique pour modules de formation en ligne		X		
A0303 - Réalisation formations en ligne			X	
A0304 - Etude GEM				
A0305 - Accompagnement des partenaires de mise en œuvre		X		

Sur l'output 3, on note également de gros changements positifs dans la progression vers le résultat qui vise à renforcer les compétences des acteurs publics du programme de coopération.

On note à la suite de l'étude sur l'utilisation des connaissances que 88% des bénéficiaires des structures publiques utilisent même si de façon partielle les connaissances acquises au cours des actions de renforcement des capacités.



#### Etude sur l'utilisation des connaissances février 2022

En termes d'actions de renforcement des capacités mises en place au profit des agents publics on note :

La formation sur le pilotage des drones, et la collecte des données et le traitement des données collectées par les drones au profit des agents des eaux et forêt de la région du CES Cette formation a été organisée en amont de l'appui de l'intervention de Polprox qui ambitionne de mettre à leur disposition des drones. Cette formation se justifie par le fait

qu'avec l'insécurité de plus en plus croissante, il est important de faire des repérages à distance avant de procéder à des interventions sur le terrain et aussi de pouvoir prendre certaines métriques avec beaucoup plus de précisions. Ce travail de surveillance et de mesure des indicateurs peut se faire aisément avec les drones. Aussi, après la collecte des données avec les drones il est primordial de pouvoir les extraire et analyser avec des outils numériques pour aider à la prise de décisions. La collecte des données via les drones permet aussi de gagner du temps dans le traitement et de disposer de données plus fiables. Cette formation a fait des émules au niveau des services des eaux et forêt qui ont manifesté de l'intérêt pour cette technologie notamment dans les régions du centre-Nord, du plateau central, ...

Les formations en planification, mise en œuvre et suivi-évaluation de projets selon les principes de la GAR et de de la Théorie du changement : les équipes de plusieurs structures au niveau régional CES et national ainsi que des OSC ont pu se familiariser avec les outils de la planification et mise en œuvre des projets et programmes ; des thématiques annexes y ont aussi été traitées comme la gestion des conflits, le travail d'équipe, le genre, entre autres. Au total 113 personnes dont 22 femmes ont pu bénéficier des sessions de formations avec un taux d'amélioration des connaissances de 66%. Les sessions de formation ont aussi tenu compte autant que possible du profil et de leurs activités dans les exercices pratiques abordées tout le long des sessions de formation.

Sur ce résultat également et dans l'optique de soutenir les formations en E-santé mise en place par l'UVBF, Enabel a accompagné l'acquisition d'équipement de télémédecine et faciliter le processus d'élaboration du projet de télémédecine et le cahier de charges en lien. Ce processus a été entièrement porté par l'UVBF qui a réussi à mobiliser les partenaires notamment du ministère en charge de la santé dont notamment la DSIS et la DGQSSF qui ont participé au groupe de travail mis en place afin de proposer les documents et outils. Le processus d'élaboration a été très participatif et a impliqué fortement la structure bénéficiaire qui est le CHR de Tenkodogo qui servira de terrain de mise en application de base. L'ambition de ce projet est de connecter l'expertise, avec les patients afin de réduire les délais de prise en charge et améliorer les conditions et la qualité de prise en charge dans les services de santé.

Formation sur la prise en compte du genre au profit des agents des directions régionales en charge de la jeunesse et aussi du travail à leur demande. Cette formation Genre et Développement s'est déroulée en ligne du 4 au 31 mai 2022 et a donné lieu à une séance de restitution en interne pendant 2 jours à leurs collègues qui n'ont pas pu prendre part à la formation. Cette restitution avait pour objectif de permettre aux bénéficiaires de la formation de revisiter les apprentissages reçus et de les partager avec 24 autres collègues de leurs directions respectives.

### 3.6 Performance de l'output 4



<b>Output 4 : Des nouvelles compétences et connaissances sont créées par des expertises et études stratégiques au bénéfice des acteurs du Programme de Coopération</b>						
<b>Indicateurs</b>	<b>Valeur de base</b>	<b>Valeur 2019</b>	<b>Valeur 2020</b>	<b>Valeur 2021</b>	<b>Cible 2021</b>	<b>Cible finale</b>
Proportion d'organisations destinataires des études et expertises qui valorisent les recommandations	N/A	N/A			NR	60%

### 3.6.1 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités	État d'avancement			
	Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées	En sérieux retard <sup>7</sup>
AO401 - Etude sur attitudes et pratiques en matière de fiscalité locale		X		
AO402 - Etude C4D et droits humains	X			
AO403 - Etude ILS et participation citoyenne	X			
AO404 - Expertise technique selon besoins		X		
AO405 - Etudes de faisabilité pour investissements du secteur privé		X		

### 3.6.2 Progrès des indicateurs

### 3.6.3 la synthèse des indicateurs pour le niveau output mis à jour dans Pilot.

Sur ce résultat, la plupart des budet a été réallouée aux 3 résultats précédents afin d'en renforcer les effets.

<sup>7</sup> Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.  
Rapport des résultats

## 4 Suivi budgétaire

Outcome	Output	Budget	Dépenses		Taux de décaissement	Solde
			Année couverte par le rapport (n)	Dépenses cumulées depuis 2019		
A - Les compétences des parties prenantes du Programme de Coopération Burkina Faso – Belgique sont renforcées en phase avec les opportunités sociales et économiques de la Région du Centre-Est	<b>Total</b>	<b>3 400 000</b>	<b>504 094</b>	<b>2 717 240</b>	<b>80%</b>	<b>682 760</b>
	A01 - Les ressources humaines des services privés et associatifs d'appui aux entrepreneurs sont renforcées en compétences innovantes et digitales	550 000	238 822	1 386 475	252%	-836 475
	A02 - Les compétences des citoyens, acteurs du Programme de Coopération, sont renforcées dans le domaine des droits humains	650 000	64 212	369 396	57%	280 604
	A03 - Les compétences techniques des acteurs publics du Programme de Coopération sont renforcées	1 100 000	197 853	708 372	64%	391 628
	A04 - Des nouvelles compétences et connaissances sont créées par des expertises et études stratégiques au bénéfice des acteurs du Programme de Coopération	1 100 000	3 207	252 998	23%	847 002
Z - General Means	<b>Total</b>	<b>600 000</b>	<b>13 715</b>	<b>626 317</b>	<b>104%</b>	<b>-26 317</b>
	<b>Total</b>	<b>4 000 000</b>	<b>517 809</b>	<b>3 343 557</b>	<b>84%</b>	<b>656 443</b>

L'intervention a atteint un taux de décaissement général de 84% ce qui représente un niveau de consommation plutôt satisfaisant et est donné qu'il reste 6 mois de mise en oeuvre opérationnelle; le budget sera entièrement consommé à la fin de l'intervention. La lecture par ligne budgétaire fait ressortir des dépassements assez importants sur certaines lignes et une faible consommation sur les autres ce qui nécessite un réaménagement de ces lignes.

## 5 Risques et problèmes

En dehors de la situation sécuritaires et sociopolitiques fragiles qui peuvent avoir une conséquence grave sur la poursuite des activités de l'intervention, Paas-panga n'est pas confronté à des risques particulièrement importants. Néanmoins, il est à noter que si le Turn over des équipes dans les structures publiques qui ont bénéficié d'actions de renforcement des capacités est élevé, il pourrait y avoir un effet négatif sur l'amélioration des performances des structures.

Le Burkina Faso a connu 2 coups d'état au cours de cette année 2022 ; en fin janvier 2022, et en septembre 2022 impliquant la dissolution des communes et la mise en place de délégations spéciales présidées par les préfets. Ces délégations spéciales composées de différentes catégories socioprofessionnelles de la communauté ont pour mandat de gérer les dossiers courants. Cette instabilité politique représente un risque pour le déroulement des activités de l'intervention. La dégradation de la situation sécuritaire pose le problème de l'accès aux bénéficiaires potentiels des zones à déficit sécuritaire

Mettre à jour votre matrice de gestion des risques dans Pilot sur la base de l'analyse effectuée. Pour plus de détails sur les risques et leur analyse : voir le Guide MoRe Results.

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Mobilité des 1ers responsables des structures déconcentrées et turn over important	2020	Opérationnel	Moyenne	Moyen	
L'inflation des prix et difficulté d'acquisition de matériel du fait de la crise ukrainienne	2022	Opérationnel	Moyenne	Moyen	
L'instabilité sociopolitique	2022	Stratégique	Moyenne	fort	
Le déplacement des populations du fait de la situation sécuritaire complique le suivi des effets des actions mises en place	2022	opérationnel			

Traitement des risques			Suivi des risques	
Action(s)	Resp.	Echéance	Progression	Statut
Prévoir de renforcer les nouvelles personnes qui arrivent	Intervention	Chaque fois que de besoin	En cours, les contacts sont pris à chaque fois qu'il y'a un changement à la tête d'une structure	

## 6 Synergies et complémentarités

### 6.1 Avec les autres interventions du portefeuille

L'intervention Paas-panga a développé des synergies et complémentarités avec différentes interventions du portefeuille bilatéral BFA.

Avec l'intervention Polprox, en effet paas-panga a organisé une formation sur le pilotage de drones, la collecte de données via drone et le traitement de ces données au profit des agents des eaux et forêts dans le CES, en amont d'un appui en équipement de drone fait par polprox. Cette collaboration a permis de garder une bonne cohérence de nos action et de veiller à une certine durabilié.

Avec SDSR, sur la mise en place d'un dispositif de télémédecine; en effet, ces 2 interventions ont mutualisé leurs ressources afin d'accompagner le developpement de la formation en E-santé (master) et la mise en pratique des compétences au CHR de Tenkodogo. Le processus est porté par l'UVBF avec la participation de directions centrales du ministère de la santé.

Avec le portefeuille régional climat, volet burkina Faso, des axes de collaboration ont été identifiés notamment pour la prise en compte de la digitalisation dans les actions de l'intervention

### 6.2 Avec les projets pour tiers

L'équipe de Paas-panga a assuré la coordination des activité du volet Enabel sur le IDEA un projet du D4D Hub financé par l'union Européenne et qui impliquait 5 partenaires; la GIZ, Expertise France, Enabel, Smart Africa, Better placelab. Les actions de ce projets sont complémentaires aux actions de Paas-panga et permettent de tester des options qui pourraient être mises à l'échelle plus tard.

### 6.3 Autres synergies et complémentarités

Paas-panga a maintenu sa participation au sous cluster nation ESU du centre-Est, ce cadre permet de rester informé des évolutions de la situation de l'éducation au regard de l'évolution de la situation sécuritaires. Paas-panga participe également au sous-CSD formation professionnelle qui regroupe tous les PTFs intervenants dans le domaine de la formation et de l'insertion professionnelle au Burkina Faso

## 7 Thèmes transversaux

### 7.1 Environnement et changement climatique

*Cette thématique n'a pas été spécifiquement prise en charge au cours de cette année*

### 7.2 Genre

Spécifiquement sur les aspects de genre, l'accent a été mis sur le renforcement des capacités des agents publics notamment. Les équipes des DR en charge de la jeunesse et en charge du travail ont

bénéficié de formation sur la thématique. Une formation certifiante pour certains et continue pour les autres. Au-delà de la formation l'intervention a accordé un point d'attention sur la prise en compte du genre et notamment la représentativité des femmes dans les activités menées. Malheureusement pour certaines activités, les femmes étaient peu représentées parce que de façon générale, les femmes sont sous représentées dans les équipes au niveau des administrations publiques. Par ailleurs les partenaires de mise en œuvre des activités ont été régulièrement interpellés sur la nécessité de considérer le genre dans le choix des participants aux activités de renforcement des capacités.

### **7.3 Digitalisation**

La coopération au développement belge considère la digitalisation comme un vecteur et un accélérateur pour la réalisation des ODD. Ses priorités sont « une meilleure utilisation des mégadonnées » (big data), « le numérique pour des sociétés inclusives » et « le numérique pour une croissance durable et inclusive ». Au Burkina Faso, le numérique peut aider à la création et l'amélioration des performances des organisations et des entreprises, créer des liens entre citoyens et l'administration, permettre une meilleure diffusion et visualisation de tous types de données, etc.

La digitalisation pour le développement a toujours été une thématique centrale pour Paas-panga au regard des résultats de l'intervention, notamment le résultat 1 qui met l'accent sur la digitalisation et l'innovation. Paas-panga a poursuivi sa dynamique de création/renforcement de l'écosystème digital dans la région du Centre-Est et partant au niveau national. Des secteurs importants comme l'éducation, la santé ont été pris en compte à travers la mise en place de bibliothèques numériques et le processus de télémédecine.

Concrètement, la dynamique de formation des jeunes de la région du CES dans différents domaines liés au numérique s'est poursuivie avec un accent particulier mis sur les scolaires et les étudiants et aussi sur des aspects pouvant stimuler l'innovation. L'initiative de la journée de découverte des technologies entre dans ce cadre

### **7.4 Emploi décent**

La thématique n'a pas fait l'objet d'une prise en charge particulière au cours de cette année de mise en œuvre de l'intervention.

## **8 Leçons apprises**

### **8.1 Les succès**

La collaboration avec certaines structures partenaires pour le suivi de certaines activités a permis de gagner en efficacité et en efficience ; en effet, certaines zones inaccessibles à l'équipe du projet pour raison de sécurité n'ont pas été exclu du dispositif de formation parce que les équipes des organisations partenaires pouvaient s'y rendre pour faire le suivi technique et logistique. C'est particulièrement le cas avec la DR en charge des droits humains et la DR en charge de la jeunesse.

La formation sur les drones au profit des forestiers a créé des émules dans les régions voisines et entraîné l'intervention climat à inscrire cette action dans ses priorités au profit des forestiers des 2 autres régions qu'il couvre

Le fait d'avoir réussi à mobiliser les élèves et étudiants pendant toute l'année scolaire pour des activités parascolaires sans perturber leur parcours

Des partenariats de qualité avec une perspective durable ; l’UVBF, le CUPT, sont des partenaires de qualité, qui s’impliquent pleinement dans le suivi des activités et sont dans une logique proactive de valorisation des acquis des actions menées.

## 8.2 Les défis

L’un des défis importants de l’intervention Paas-panga, concerne la connectivité ; l’infrastructure de connexion est de faible qualité et pourrait représenter un frein à la réalisation de certaines ambitions en lien avec le numérique ; d’où la nécessité de développer des solutions pour faciliter l’accès à internet.

Assurer la durabilité des réalisations ; les installations faites et l’équipement remis ont été encadrés par un processus de réflexion afin d’assurer une certaine continuité même après la fin de l’intervention, mais certains facteurs comme la réduction des budgets de fonctionnement, les changements de priorités nationales pourraient mettre à mal cette ambition

La méthodologie de suivi des changements suite à des actions de renforcement des capacités adoptée par Paas-panga est la méthodologie de Kirk Patrick ; qui se fait en plusieurs niveaux. Si le suivi des niveaux 1 et 2 qui correspondent à la satisfaction et aux nouvelles connaissances acquises est relativement simple, la collecte des informations sur 2 derniers niveaux nécessite une mobilisation spécifique, le défi réside non seulement dans la disponibilité des RH pour conduire les analyses ; en effet le M&E officer est seul pour tout Enabel et l’équipe du projet est très réduite ; mais aussi dans la disponibilité des structures partenaires. L’option de numériser le processus de la collecte des données permet de réduire les délais.

Les principes et modalités d’intervention de Enabel ne sont pas toujours acceptés par certains partenaires et acteurs ; notamment la question des perdiems

Maintenir une bonne dynamique avec les partenaires malgré les changements au sein de leurs équipes.

## 8.3 Synthèse des enseignements tirés

<b>Enseignements tirés</b> (Description de l’enseignement tiré.)	<b>Public cible</b> (Le public potentiellement intéressé par l’enseignement tiré. (Intervention, portefeuille pays, Représentation, départements de Enabel Bruxelles, pays partenaire, Belgique...)).
La culture est un outil de renforcement des capacités surtout si la cible participe da	Portefeuille, EST
L’option d’impliquer les communautés et autorités dans la mise en place des actions facilite leur réussite	Portefeuille, représentation
La faible communication interne aux partenaires institutionnels potentiels pourrait freiner l’avancée de certaines actions	Portefeuille

## 9 Pilotage

### 9.1 Modifications apportées à l'intervention

Sur cette année, il n'y a pas eu d'adaptation particulière sur Paas-panga

## 9.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Fournir un aperçu des décisions stratégiques importantes prises par le Comité de pilotage au cours de l'année et assurer le suivi de ces décisions.<sup>8</sup>

Décision à prendre		
Décision à prendre	Période d'identification	Source

Action			Suivi	
Action(s)	Resp.	Echéance	Progression	Statut

<sup>8</sup> Vous pouvez utiliser le tableau de ce template ou le remplacer par votre propre format (p. ex., celui de votre monitoring opérationnel), pour autant qu'il fournisse les mêmes informations.  
Rapport des résultats

### **9.3 Réorientations stratégiques envisagées**

Pour cette dernière année, et au regard des résultats de la MTR, il n'y a pas de réorientation stratégique à faire sur l'interventions

### **9.4 Recommandations**

Mettre en place une intervention transversale sensée être en appui aux autres interventions peut être une option pertinente dans la mesure où les axes d'appui sont clairement définis et que l'intervention se fait dans une logique où les interventions appuyées sont déjà en cours d'exécution. Nous recommandons donc que dans les futurs portefeuilles, s'il doit y avoir des interventions transversales, elles soient mises en route après que celles à qui elles viennent en appui ait déjà commencé. Aussi,

## 10 Annexes

### 10.1 Critères de qualité

Pour chacun des critères (Pertinence, Efficience, Efficacité et Durabilité potentielle), plusieurs sous-critères et des assertions relatives à ces derniers ont été formulés. En choisissant la formulation qui correspond le mieux à votre intervention (ajouter un « X » pour choisir une formulation), vous pouvez calculer la note totale applicable à ce critère spécifique (voir infra pour les instructions de calcul).

<b>1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.</b>				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
<b>Évaluation de la PERTINENCE : note totale</b>	<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D</b>
<b>1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?</b>				
...	<b>A</b>	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
...	<b>B</b>	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
...	<b>C</b>	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.		
...	<b>D</b>	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.		
<b>1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?</b>				
	<b>A</b>	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).		
	<b>B</b>	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.		
	<b>C</b>	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.		
	<b>D</b>	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.		

<b>2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.</b>				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
<b>Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale</b>	<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D</b>
<b>2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens &amp; équipements) sont-ils correctement gérés ?</b>				
<b>A</b>	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.			
<b>B</b>	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.			
<b>C</b>	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.			
<b>D</b>	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.			
<b>2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?</b>				
<b>A</b>	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.			
<b>B</b>	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.			
<b>C</b>	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.			
<b>D</b>	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.			
<b>2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?</b>				
<b>A</b>	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.			
<b>B</b>	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.			
<b>C</b>	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.			
<b>D</b>	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.			

**3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N**

*Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D*

<b>Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale</b>	<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D</b>

**3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?**

<b>A</b>	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.
<b>B</b>	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.
<b>C</b>	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
<b>D</b>	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.

**3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?**

<b>A</b>	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
<b>B</b>	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.
<b>C</b>	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.
<b>D</b>	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

**4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).**

*Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C, pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D*

	<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D</b>
--	----------	----------	----------	----------

<b>Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale</b>					
<b>4.1 Durabilité financière/économique ?</b>					
<b>A</b>	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.				
<b>B</b>	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.				
<b>C</b>	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.				
<b>D</b>	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.				
<b>4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?</b>					
<b>A</b>	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.				
<b>B</b>	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.				
<b>C</b>	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.				
<b>D</b>	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.				
<b>4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?</b>					
<b>A</b>	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.				
<b>B</b>	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.				
<b>C</b>	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.				
<b>D</b>	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.				
<b>4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?</b>					
<b>A</b>	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).				

<b>B</b>	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
<b>C</b>	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
<b>D</b>	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

## 10.2 Cadre logique et/ou théorie de changement mis à jour

Inclure le cadre logique et/ou la théorie de changement mis à jour s'il/elle a connu de profonds changements au cours des 12 derniers mois. Par changements importants, il faut comprendre : des changements intervenus dans la formulation de résultats, de nouveaux indicateurs, des indicateurs adaptés ou supprimés.

## 10.3 Fiches de suivi de processus de changement (optionnel)

Fiches de suivi à utiliser dans le cadre d'une démarche réflexive en cours ou une démarche de recherche-action explicite utilisée par l'intervention (*voir guide gestion du contenu*).

Titre Output 1
Quelle est l'hypothèse de travail (1 phrase) qui donne l'orientation pour arriver à l'outcome intermédiaire ?
Est-ce que la Théorie de Changement (modèle, principes, valeurs) sous-jacente à l'hypothèse de travail a été développée d'une façon explicite ? <input type="radio"/> Non <input type="radio"/> Oui o Changements majeurs apportés au Toc durant l'année ?  Si oui : lesquels ? (éventuellement ToC modifiée en annexe)
Quelles ont été les décisions majeures prises durant l'année pour réaliser le changement sur base de l'hypothèse de travail, et leur justification ? <input type="radio"/> Décision 1 : ..... <input type="radio"/> Justification Décision 1 : ..... <input type="radio"/> Décision 2 : ..... <input type="radio"/> Justification Décision 2 : .....
Y-a-t-il eu des opportunités dans le contexte (spécifiquement en lien avec le résultat) qui ont facilité le processus de changement et l'atteinte de l'outcome intermédiaire ?
Y-a-t-il eu des contraintes majeures dans le contexte (spécifiquement en lien avec le résultat) qui ont influencé négativement facilité le processus de changement et l'atteinte de l'outcome intermédiaire ?
Le processus de changement (recherche-action) a-t-il été documenté ? <input type="radio"/> Non <input type="radio"/> Oui Si oui, sous quelle forme ?
Y-a-t-il eu une communication par rapport au processus de changement documenté ? <input type="radio"/> Non <input type="radio"/> Oui Si oui, sous quelle forme ?

## 10.4 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	
Rapport Baseline enregistré dans PIT ?	
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	mm/aaaa (estimation)
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	mm/aaaa (estimation)
Missions de backstopping depuis le 01/01/2012	

## 10.5 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Fournir le rapport « Budget versus Actuels (y – m) » (il peut simplement être joint au présent document et ne doit pas faire partie du rapport en tant que tel).

## 10.6 Ressources en termes de communication

Des capsules vidéos disponibles sur : C4D, les formations innovantes en D4D